

Migrants : comment l'Europe se suicide sans hâte



L'Europe ne sait non seulement pas comment gérer les migrants mais elle empire la crise.

Avec Éric
Verhaeghe

L'Europe dépense beaucoup d'énergie pour organiser son lent suicide collectif. Sa persévérance dans l'acte mérite d'ailleurs d'être saluée: peu d'organisations multilatérales mettent autant d'acharnement et autant de créativité pour disparaître.

L'Europe s'attend à un durcissement de la crise des migrants

Selon l'agence Frontex, 710.000 migrants ont déjà franchi les portes de l'Union depuis le début de l'année 2015. Même si ce chiffre peut parfois inclure des doubles comptages, il montre que le flux migratoire a explosé cet été. Fin juin, on estimait à environ 400.000 le nombre d'arrivées durant les six premiers mois de l'année.

Avec l'hiver, les arrivées devraient se tarir, mais la dégradation de la situation militaire en Syrie laisse penser que l'année 2016 devrait être terrible. Beaucoup anticipent un surcroît d'arrivées, comme l'a par exemple indiqué l'ancien Premier ministre portugais, Antonio Guterres, devenu Haut Commissaire aux Réfugiés de l'ONU:

Pour l'ancien Premier ministre portugais, il faut s'attendre à une augmentation du phénomène migratoire en raison de l'intensification des combats en Syrie. « Nous devons nous attendre à une aggravation de la situation », a-t-il dit.

Comment l'Europe organise la crise?

S'il existe un lien direct entre les flux migratoires et l'intensité des combats en Syrie, le rôle de la Turquie dans la régulation des passages vers l'Union joue un rôle de plus en plus critique. Sur ce point, l'incurie des Etats membres, France comprise, paraît tout à fait surprenante. Alors que, en septembre, l'Union avait promis 1 milliard d'euros, dont 500 millions à charge des Etats membres, pour aider les agences de l'ONU à mettre en place des camps de réfugiés, à ce stade moins de 300 millions ont été versés par ceux-ci.

Cet engagement comprenait 500 millions d'euros engagés par la Commission, et laissait donc « au moins » 500 millions d'euros à la charge des États membres. Mais pour l'heure, seulement dix pays ont promis un montant précis, pour une somme totale atteignant près de 275 millions d'euros (dont 80% sont apportés par le Royaume-Uni et l'Allemagne). La France fait partie des pays qui n'ont pas encore pris d'engagement.

En outre, le fonds destiné à aider les pays d'Afrique à accueillir les expulsés, et le fonds destiné aux voisins de la Syrie, n'ont reçu que 10 millions d'abondement pour un budget prévisionnel de plus de 2 milliards.

Manifestement, les bonnes volontés ne se bousculent pas au portillon pour « fixer » les réfugiés hors de l'Union. On voit mal, dans ces

conditions, comment la Turquie bouderait son plaisir de transformer ces masses errantes en monnaie d'échange avec l'Europe.

L'argent introuvable de l'Europe

Faute d'une contribution spontanée des Etats, l'Allemagne a proposé la levée d'un impôt européen spécifique, sous forme d'une taxe additionnelle sur le carburant, dont le produit aurait servi à financer la politique migratoire de l'Union. Cette option aurait été discutée à Lima, à l'occasion d'un sommet du FMI, le 11 octobre. Michel Sapin aurait invité ses amis allemands à renoncer à cette très mauvaise idée.

L'Europe parcourue par des colonnes de migrants

Pendant ce temps, la crise continue. Des colonnes de migrants parcourent l'Europe à la recherche d'un passage vers l'Allemagne. La Hongrie, après avoir permis le transit de 170.000 réfugiés en un mois, a fermé ses frontières. Aussitôt, les colonnes se sont dirigées vers la Slovénie, qui permet le passage vers l'Autriche. Le continent est devenu une terre d'errance pour des réfugiés en quête d'eldorado.

L'Europe soumise à la Turquie

Faute de pouvoir trouver une solution raisonnable en interne, l'Europe en est réduite à négocier un accord en position de faiblesse avec l'islamiste Erdogan pour qu'il conserve un maximum de Syriens sur son territoire. Après avoir boudé les gouvernements laïques turcs, l'Europe déroule le tapis rouge au parti qui revient sur l'héritage d'Atatürk et fait basculer le continent du côté obscur de la force. Lors du sommet européen de jeudi, l'Europe a cru un temps avoir signé un accord définitif avec Erdogan, jusqu'à ce que le ministre turc des Affaires Etrangères remette le dossier sur le tapis: la Turquie a certes obtenu une reprise accélérée des négociations d'adhésion à l'Union, une suppression des visas pour les citoyens turcs voyageant en Europe, mais elle veut aussi du cash. On parle de 3 milliards d'euros. En échange, elle s'engage à juguler les flux migratoires. Promesse de Gascon?

L'Europe fait la guerre aux Grecs

Pendant que l'Europe fait les yeux doux aux Turcs, elle livre une guerre sans merci à la Grèce. La semaine même où Alexis Tsipras faisait adopter de nouvelles mesures d'austérité (augmentations d'impôts, coupes dans les retraites), le ministre luxembourgeois de l'immigration, qui assume la présidence de l'Union, faisait une visite d'inspection en Grèce, notamment pour inaugurer le premier camp de réfugiés (rebaptisé « hotspot ») sur l'île de Lesbos. Il était accompagné du commissaire européen aux migrations, le... grec Dimitris Avramopoulos. Le Luxembourgeois a déclaré: « Les fondements sont posés, nous sommes sur la bonne voie, et je tiens à saluer le travail des équipes sur place, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour que le système gagne en effectivité sur le terrain et que les relocalisations puissent avoir lieu régulièrement ».

On voudrait attiser les rancoeurs en Grèce, on ne s'y prendrait pas autrement.

L'Europe sourde à la situation explosive en Grèce

L'appel à « davantage d'efforts » est d'autant plus maladroit que la situation, en Grèce, est au bord de l'explosion. Selon le Haut Commissariat aux Réfugiés, des échauffourées ont éclaté dans ce fameux centre de Lesbos inauguré en grande pompe:

Dans le cadre d'un incident distinct à Lesbos, plusieurs employés du HCR et d'autres organisations ont été évacués du centre d'enregistrement bondé de Moria à la périphérie de Mytilène, la capitale de l'île, après que des violences y ont éclaté.

Des groupes d'hommes frustrés pour avoir été tenus en respect ont essayé de couper des files d'attente et de forcer leur chemin vers les bureaux. L'enregistrement sur le site a été suspendu vers midi et la police a dû être appelée pour tenter de contenir les troubles, qui se sont aggravés dans la soirée, a précisé le HCR.

Selon les informations de l'ONU, 85 bateaux venus de Turquie ont accosté à Lesbos dans la seule journée du 14 octobre. Les autorités grecques ont par ailleurs décidé d'enquêter sur une collision entre un bateau de gardes-côtes et un bateau chargé de réfugiés, qui a causé la mort de 4 enfants et 3 adultes.

L'Europe fait aussi la guerre à l'Espagne

Parallèlement, la Commission a ouvert un nouveau front cette semaine. Elle a mis en oeuvre une procédure de mise en garde sur le budget espagnol de 2016.

Le budget de l'Espagne risque d'enfreindre les règles budgétaires de l'Union européenne en 2016, dans la mesure où il se fonde sur des prévisions de croissance trop optimistes et ne prend pas en compte l'exposition du pays à des économies émergentes en ralentissement, selon un avis de la Commission européenne publié lundi.

L'avertissement est particulièrement habile alors que les élections législatives doivent avoir lieu le 20 décembre, et que le gouvernement en place s'est essuyé une sévère défaite aux régionales de septembre. La Commission rêverait-elle de voir un gouvernement hostile à l'Union arriver à Madrid pendant que la Catalogne réclame son indépendance?

L'Europe face au Brexit Pour couronner le tout, il ne reste plus guère qu'à attendre le Brexit. David Cameron devrait dévoiler ses exigences début décembre, ou en début 2016, préalables à un éventuel referendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union. Le bonhomme ne se presse guère pour avancer: il a d'ores et déjà gagné la certitude que son pays échapperait à tout nouveau transfert de souveraineté.

En voilà un qui a trouvé la bonne façon de parler à la Commission.

[A lire également sur Jusqu'ici, tout va bien...](#)

